

31.12.22
Rapport
financier
semestriel



Pernod Ricard
Créateurs de convivialité

1. Attestation de la personne physique responsable du rapport financier semestriel	1
2. Rapport semestriel d'activité	2
2.1. Chiffres clés de l'activité.....	2
2.2. Résultat Opérationnel Courant	2
2.3. Principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice	5
2.4. Perspectives.....	5
2.5. Définitions et rapprochement des indicateurs alternatifs de performance avec les indicateurs IFRS	5
2.6. Principales transactions avec les parties liées.....	6
3. Comptes consolidés semestriels condensés	7
3.1. Compte de résultat consolidé	8
3.2. État du résultat global consolidé	9
3.3. Bilan consolidé.....	10
3.4. Variation des capitaux propres consolidés	11
3.5. Tableau des flux de trésorerie consolidé	13
3.6. Annexes aux comptes consolidés semestriels condensés	14
4. Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle	32

1. ATTESTATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, qu'à ma connaissance, les comptes consolidés condensés présentés dans le rapport financier semestriel sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Alexandre Ricard
Président-Directeur Général

2. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

2.1. Chiffres clés de l'activité

Le chiffre d'affaires pour le S1 2022/23 s'élève à 7 116 M€, en croissance interne de +12% (+19% en facial), incluant un effet de change favorable de +355 M€, principalement dû à l'appréciation du dollar américain par rapport à l'euro.

Le chiffre d'affaires du S1 2022/23 est en croissance dans toutes les régions :

- **Amérique : +7%**, croissance dynamique portée notamment par les Etats-Unis, avec un effet de phasage favorable des expéditions¹, le Brésil et le Canada.
- **Asie/Reste du Monde : +18%**, excellente croissance tirée par l'Inde, la Turquie, le *Travel Retail* et le rebond en Asie du Sud Est. Le chiffre d'affaires du premier semestre en Chine reflète un solide premier trimestre avec un bon *Mid Autumn Festival* et un second trimestre mitigé, partiellement compensé par un effet de phasage favorable des expéditions en amont du *Chinese New Year*². Les perspectives en Chine incitent à l'optimisme avec la levée des restrictions Covid.
- **Europe : +6%**, très bonne performance de l'Europe de l'Ouest et du *Travel Retail*.

Toutes les catégories de spiritueux sont en croissance à deux chiffres :

- **Marques Stratégiques Internationales : +13%**, forte dynamique notamment avec le portefeuille Scotch, Jameson et Absolut
- **Marques Stratégiques Locales : +13%**, avec la croissance des whiskies indiens Seagram's et du gin Seagram's.
- **Marques Specialty : +14%**, poursuite du très fort développement de Lillet, Italicus, Malfy, Redbreast, Aberlour et Altos.
- **Vins Stratégiques : -2%**, performance mitigée principalement au Royaume-Uni.

Fort effet prix à +10%, porté par la forte attractivité de notre portefeuille de marques. De nouvelles augmentations de prix sont prévues sur le second semestre.

Les innovations et le segment Prestige sont en forte croissance, respectivement +16% et +10%.

Le chiffre d'affaires du deuxième trimestre s'établit à 3 808 M€, une croissance interne de +12%, en accélération par rapport au premier trimestre (+11%).

2.2. Résultat Opérationnel Courant

Groupe (En millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2022	Croissance faciale		Croissance interne ⁽¹⁾	
Chiffre d'affaires	5 959	7 116	1 156	19%	686	12%
Marge brute après coûts logistiques	3 640	4 368	728	20%	424	12%
Frais publi-promotionnels	(840)	(994)	(154)	18%	(97)	12%
Contribution après frais publi-promotionnels	2 801	3 375	574	20%	327	12%
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	1 998	2 423	425	21%	229	12%

(1) à taux de change et périmètre constants (croissance interne)

Le Résultat Opérationnel Courant du S1 2022/23 s'établit à 2 423 M€, en croissance interne de +12%, avec une marge opérationnelle courante stable (-1 pdb) :

- **Le taux de marge brute est en hausse de +5 pdb**, grâce à :
 - Un fort effet prix pour l'ensemble des zones géographiques et des marques ainsi qu'une poursuite active des initiatives d'efficacité opérationnelles qui compensent des pressions inflationnistes significatives sur les coûts.

¹ Chiffre d'affaires S1 2022/23 aux Etats-Unis +5%, les sorties distributeurs sont en croissance de +3% en valeur

² Plus tôt par rapport à l'année précédente

- **La croissance des frais publi-promotionnels est en ligne avec celle du chiffre d'affaires.** Une accélération des dépenses est prévue au second semestre pour soutenir la croissance future. (Un ratio de frais publi-promotionnels/chiffre d'affaires d'environ 16% est prévu pour l'exercice 2022/23).
- **Les frais de structure sont à +12%**, pour accompagner la dynamique de l'activité et la transformation digitale du Groupe.
- **Un effet de change favorable sur le ROC de +139 M€**, principalement dû à l'appréciation du Dollar américain par rapport à l'Euro.

Activité commerciale par zone géographique

Amérique (En millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2022	Croissance faciale		Croissance interne ⁽¹⁾	
Chiffre d'affaires	1 638	2 005	368	22%	118	7%
Marge brute après coûts logistiques	1 070	1 314	244	23%	59	6%
Frais publi-promotionnels	(264)	(349)	(85)	32%	(45)	17%
Contribution après frais publi-promotionnels	806	965	159	20%	14	2%
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	595	697	102	17%	(9)	-2%

(1) à taux de change et périmètre constants (croissance interne)

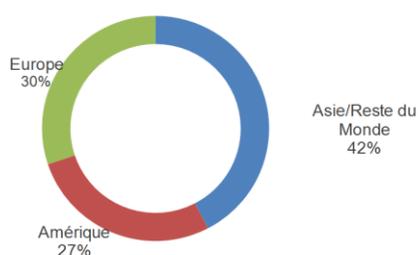
Asie/Reste du Monde (En millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2022	Croissance faciale		Croissance interne ⁽¹⁾	
Chiffre d'affaires	2 524	3 122	597	24%	460	18%
Marge brute après coûts logistiques	1 458	1 827	369	25%	285	20%
Frais publi-promotionnels	(361)	(400)	(39)	11%	(25)	7%
Contribution après frais publi-promotionnels	1 097	1 427	331	30%	260	24%
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	814	1 074	260	32%	194	24%

(1) à taux de change et périmètre constants (croissance interne)

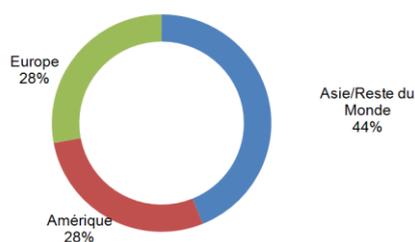
Europe (En millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2022	Croissance faciale		Croissance interne ⁽¹⁾	
Chiffre d'affaires	1 797	1 989	191	11%	108	6%
Marge brute après coûts logistiques	1 112	1 227	114	10%	79	7%
Frais publi-promotionnels	(214)	(245)	(31)	14%	(27)	13%
Contribution après frais publi-promotionnels	898	982	84	9%	52	6%
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	589	652	64	11%	45	8%

(1) à taux de change et périmètre constants (croissance interne)

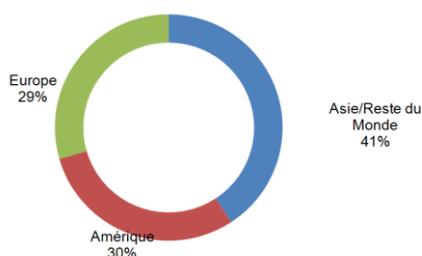
Chiffre d'affaires par région,
au 1er semestre 2021/22



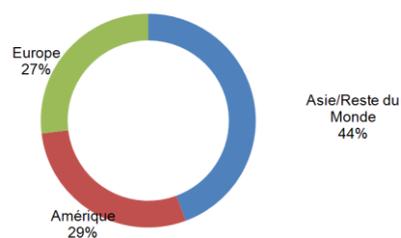
Chiffre d'affaires par région,
au 1er semestre 2022/23



Résultat Opérationnel Courant par région,
au 1er semestre 2021/22



Résultat Opérationnel Courant par région,
au 1er semestre 2022/23



2.2.1. Résultat net courant part du Groupe

En millions d'euros	31/12/2021	31/12/2022
Résultat opérationnel courant	1 998	2 423
Résultat financier courant	(102)	(134)
Impôt sur les bénéfices courant	(436)	(521)
Intérêts des minoritaires, résultat des activités abandonnées ou destinées à être cédées et quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalences	(21)	(25)
RÉSULTAT NET COURANT PART DU GROUPE⁽¹⁾	1 438	1 743
RÉSULTAT NET COURANT PART DU GROUPE PAR ACTION APRES DILUTION (en euros)	5,51	6,77

(1) Résultat opérationnel courant après prise en compte des frais financiers courants, de l'impôt courant sur les sociétés, du résultat des sociétés mises en équivalence, ainsi que du résultat des activités abandonnées ou destinées à être cédées.

Le résultat net courant part du Groupe s'élève à 1 743 M€, en croissance faciale de +21%.

Dette nette

Solide génération cash avec un Free Cash-Flow courant d'environ 1 Md€, -28% par rapport au S1 2021/22, reflétant une augmentation des besoins en fonds de roulement qui se normalisent post Covid et une augmentation des investissements en CAPEX et en stocks stratégiques pour soutenir la croissance future du portefeuille des produits à vieillissement.

2.2.2. Résultat net part du Groupe

En millions d'euros	31/12/2021	31/12/2022
Résultat Opérationnel Courant	1 998	2 423
Autres produits et charges opérationnels	(2)	86
Résultat opérationnel	1 995	2 509
Résultat financier courant	(102)	(134)
Autres éléments financiers non courants	(32)	(5)
Impôts sur les sociétés	(452)	(553)
Résultat des activités abandonnées, part des participations ne donnant pas le contrôle et quote-part de résultat des sociétés mises en équivalences	(19)	(25)
Résultat net part du Groupe	1 390	1 792

Le résultat net part du Groupe s'élève à 1 792 M€, en croissance faciale de +29%, reflétant principalement une augmentation du Résultat Opérationnel Courant.

2.3. Principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice

Les principaux risques et incertitudes auxquels le Groupe Pernod Ricard est confronté sont détaillés dans le chapitre « Gestion des risques » du Document d'enregistrement universel, disponible sur le site de l'Autorité des Marchés Financiers et sur le site de Pernod Ricard.

2.4. Perspectives

Dans un contexte qui reste volatil, Pernod Ricard prévoit, avec une confiance renforcée, la poursuite **d'une forte dynamique** au cours de l'exercice 2022/23, portée par une présence géographique globale et équilibrée ainsi que par l'attractivité d'un portefeuille diversifié de marques *premium* :

- **Croissance forte et diversifiée du chiffre d'affaires**, malgré un environnement qui se normalise
- Une priorisation forte des initiatives de **revenue growth management**³, et **d'efficacités opérationnelles** afin de contenir les pressions sur les coûts dans un environnement très inflationniste
- Dépenses publi-promotionnelles d'environ 16% du chiffre d'affaires et poursuite d'investissements ciblés en coûts de structure
- **Maintien de la marge opérationnelle**
- **Accélération des investissements en CAPEX et stocks stratégiques**, portés par une solide génération de cash
- **Confirmation du montant du programme de rachat d'actions** de 750 M€ pour l'exercice 2022/23, avec une nouvelle tranche de 300M€ à lancer très prochainement
- **Effet de change positif** attendu pour l'exercice 2022/23

2.5. Définitions et rapprochement des indicateurs alternatifs de performance avec les indicateurs IFRS

Le processus de gestion de Pernod Ricard repose sur les indicateurs alternatifs de performance suivants, choisis pour la planification et le *reporting*. La Direction du Groupe estime que ces indicateurs fournissent des renseignements supplémentaires utiles pour les utilisateurs des états financiers pour comprendre la performance du Groupe. Ces indicateurs alternatifs de performance doivent être considérés comme complémentaires des indicateurs IFRS et des mouvements qui en découlent.

2.5.1. Croissance interne

La croissance interne est calculée en excluant les impacts :

- des variations des taux de change ;
- des acquisitions et cessions ;
- des changements dans les principes comptables applicables ;
- de l'hyperinflation ;

L'impact des taux de change est calculé en convertissant les résultats de l'exercice en cours aux taux de change de l'exercice précédent.

Pour les acquisitions de l'exercice en cours, les résultats post-acquisition sont exclus des calculs de croissance interne. Pour les acquisitions de l'exercice précédent, les résultats post-acquisition sont inclus sur l'exercice précédent, mais sont inclus dans le calcul de la croissance organique sur l'exercice en cours seulement à partir de la date anniversaire d'acquisition.

Lorsqu'une activité, une marque, un droit de distribution de marque ou un accord de marque d'agence a été cédé ou résilié, sur l'exercice précédent, le Groupe, pour le calcul de la croissance interne, exclut les résultats de cette activité sur l'exercice précédent. Pour les cessions ou résiliations de l'exercice en cours, le Groupe exclut les résultats de cette activité sur l'exercice précédent à partir de la date de cession ou résiliation.

L'impact de l'hyperinflation sur le chiffre d'affaires réalisé en Turquie est exclu de la croissance interne en plafonnant les hausses de prix unitaires à un maximum de +26% par an, équivalent à +100% sur 3 ans.

Cet indicateur permet de se concentrer sur la performance du Groupe commune aux deux exercices, performance que le management local est plus directement en mesure d'influencer.

³ Optimisation de la stratégie prix

2.5.2. Free cash flow

Le *free cash flow* correspond à la variation nette de la trésorerie provenant des opérations d'exploitation en ajoutant les produits de cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles et en déduisant les investissements.

2.5.3. Indicateurs « courants »

Les trois indicateurs mentionnés ci-dessous correspondent à des indicateurs clés pour mesurer la performance récurrente de l'activité, en excluant les éléments significatifs qui, en raison de leur nature et de leur caractère inhabituel, ne peuvent être considérés comme inhérents à la performance courante du Groupe :

- **Free cash flow courant**

Le *free cash flow* courant correspond au *free cash flow* retraité des éléments opérationnels non courants.

- **Résultat opérationnel courant**

Le résultat opérationnel courant correspond au résultat opérationnel avant autres produits et charges opérationnels non courants.

- **Résultat net courant part du Groupe**

Le résultat net courant part du Groupe correspond au résultat net part du Groupe avant autres produits et charges opérationnels non courants, résultat financier non courant et impôts sur les bénéfices non courants.

2.5.4. Dette nette

L'endettement financier net tel que défini et utilisé par le Groupe correspond au total de l'endettement financier brut (converti au cours de clôture), tenant compte des dettes locatives et des instruments dérivés en couverture de juste valeur et en couverture d'actifs nets en devises (couverture d'investissements nets et assimilés), diminué de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

2.5.5. EBITDA

L'EBITDA correspond au « bénéfice avant intérêts, impôts, dépréciation et amortissement ». L'EBITDA est un indicateur comptable calculé à partir du résultat opérationnel courant et en retraitant les provisions et les dotations nettes aux amortissements sur actifs opérationnels immobilisés.

2.6. Principales transactions avec les parties liées

Les informations relatives aux transactions avec les parties liées sont détaillées dans la note 6.6 « Parties liées » de l'annexe aux comptes consolidés semestriels condensés du présent document.

3. COMPTES CONSOLIDES SEMESTRIELS CONDENSES

3.1. Compte de résultat consolidé

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2021	31/12/2022	Notes
Chiffre d'affaires	5 959	7 116	2
Coût des ventes	(2 319)	(2 747)	2
Marge brute après coûts logistiques	3 640	4 368	2
Frais publi-promotionnels	(840)	(994)	2
Contribution après frais publi-promotionnels	2 801	3 375	2
Frais de structure	(803)	(951)	2
Résultat opérationnel courant	1 998	2 423	
Autres produits et charges opérationnels	(2)	86	3.1
Résultat opérationnel	1 995	2 509	
Charges financières	(154)	(163)	3.2
Produits financiers	20	24	3.2
Résultat financier	(135)	(139)	
Impôt sur les bénéfices	(452)	(553)	3.3
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence	2	(4)	
Résultat net des activités abandonnées ou destinées à être cédées	-	-	
Résultat net	1 411	1 813	
Dont :			
• part des participations ne donnant pas le contrôle	21	21	
• part du Groupe	1 390	1 792	
Résultat net part du Groupe par action de base (en euros)	5,34	6,98	3.4
Résultat net part du Groupe par action après dilution (en euros)	5,33	6,96	3.4

3.2. État du résultat global consolidé

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2021	31/12/2022
Résultat net de l'exercice	1 411	1 813
Éléments non recyclables		
Gains/(pertes) actuariels liés aux plans à prestations définies	19	(38)
<i>Montant comptabilisé en capitaux propres</i>	25	(50)
<i>Effets d'impôts</i>	(6)	13
Instruments de capitaux propres	(98)	(15)
<i>Pertes et gains latents comptabilisés en capitaux propres</i>	(100)	(14)
<i>Effets d'impôts</i>	1	(1)
Éléments recyclables		
Couvertures d'investissements nets	(15)	1
<i>Montant comptabilisé en capitaux propres</i>	(20)	2
<i>Effets d'impôts</i>	6	0
Couvertures de flux de trésorerie	2	(5)
<i>Montant comptabilisé en capitaux propres ⁽¹⁾</i>	3	(6)
<i>Effets d'impôts</i>	(1)	1
Différences de conversion	375	(461)
Autres éléments du résultat global de l'exercice, nets d'impôt	283	(517)
Résultat global de la période	1 693	1 297
Dont :		
• part Groupe	1 665	1 303
• part des participations ne donnant pas le contrôle	28	(6)

(1) Aucun impact recyclé dans le résultat net au titre de la période.

3.3. Bilan consolidé

Actif

<i>En millions d'euros</i>	30/06/2022	31/12/2022	Notes
En valeurs nettes			
Actifs non courants			
Immobilisations incorporelles	11 512	11 313	4.1
<i>Goodwill</i>	6 145	6 993	4.1
Immobilisations corporelles	3 591	3 614	
Actifs financiers non courants	761	757	4.4
Titres mis en équivalence	243	40	
Instruments dérivés non courants	4	5	
Actifs d'impôt différé	1 844	1 767	
TOTAL ACTIFS NON COURANTS	24 100	24 489	
Actifs courants			
Stocks et encours	7 369	7 567	4.2
Créances clients et autres créances opérationnelles	1 388	2 469	
Actifs d'impôt exigible	145	97	
Autres actifs courants	435	448	4.4
Instruments dérivés courants	32	10	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	2 527	1 796	4.6
TOTAL ACTIFS COURANTS	11 896	12 386	
Actifs destinés à être cédés	15	1	
TOTAL ACTIFS	36 012	36 875	

Passif

<i>En millions d'euros</i>	30/06/2022	31/12/2022	Notes
Capitaux propres			
Capital	400	400	6.1
Primes d'émission	3 052	3 052	
Réserves et écarts de conversion	10 496	11 170	
Résultat net part du Groupe	1 996	1 793	
Capitaux propres Groupe	15 944	16 415	
Participations ne donnant pas le contrôle	309	343	
TOTAL CAPITAUX PROPRES	16 253	16 758	
Passifs non courants			
Provisions non courantes	318	294	4.5
Provisions pour engagements de retraite et assimilés	361	374	4.5
Passifs d'impôt différé	3 139	3 134	3.3
Emprunts obligataires part non courante	9 238	9 732	4.6
Dettes locatives non courantes	400	390	4.6
Autres passifs financiers non courants	179	207	4.6
Instruments dérivés non courants	18	22	4.7
TOTAL PASSIFS NON COURANTS	13 653	14 153	
Passifs courants			
Provisions courantes	150	135	4.5
Dettes fournisseurs	3 019	3 222	
Passifs d'impôt exigible	263	391	3.3
Autres passifs courants	1 311	971	4.8
Emprunts obligataires part courante	842	575	4.6
Dettes locatives courantes	107	100	4.6
Autres passifs financiers courants	406	558	4.6
Instruments dérivés courants	9	11	4.7
TOTAL PASSIFS COURANTS	6 107	5 964	
Passifs liés à des actifs destinés à être cédés	0	0	
TOTAL PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES	36 012	36 875	

3.4. Variation des capitaux propres consolidés

En millions d'euros	Capital	Primes	Réserves consolidées	Gains et pertes actuariels	Variations de juste valeur	Écarts de conversion	Actions d'autocontrôle	Capitaux propres – Part Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
Situation d'ouverture au 01/07/2021	406	3 052	12 075	(320)	70	(314)	(140)	14 829	246	15 075
Impacts des évolutions normatives ⁽¹⁾	-	-	(17)	-	-	-	-	(17)	-	(17)
Situation d'ouverture retraitée au 01/07/2021	406	3 052	12 058	(320)	70	(314)	(140)	14 812	246	15 057
Résultat global de la période	-	-	1 390	19	(96)	353	-	1 665	28	1 693
Variation de capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Charges liées aux paiements fondés sur des actions	-	-	17	-	-	-	-	17	-	17
(Acquisition)/cession de titres d'autocontrôle	-	-	(27)	-	-	-	(265)	(292)	-	(292)
Dividendes et acomptes attribués	-	-	(465)	-	-	-	-	(465)	(5)	(470)
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres opérations avec les intérêts minoritaires	-	-	1	-	-	-	-	1	(4)	(3)
Autres mouvements	-	-	(5)	-	-	-	-	(5)	-	(5)
Situation clôture au 31/12/2021	406	3 052	12 969	(301)	(26)	39	(405)	15 733	265	15 997

⁽¹⁾ Les retraitements de l'ouverture sont pour 8 millions d'euros liés à l'interprétation IFRIC sur IAS 19 et pour (25) millions d'euros liés à l'interprétation IFRIC sur IAS 38 après effet d'impôts.

<i>En millions d'euros</i>	Capital	Primes	Réserves consolidées	Gains et pertes actuariels	Variations de juste valeur	Ecart de conversion	Actions d'auto-contrôle	Capitaux propres – Part Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
Situation d'ouverture au 01/07/2022	400	3 052	12 416	(268)	(4)	500	(152)	15 944	309	16 253
Résultat global de la période	-	-	1 792	(38)	(20)	(432)	-	1 303	(6)	1 297
Charges liées aux paiements fondés sur des actions	-	-	21	-	-	-	-	21	-	21
Acquisition/cession de titres d'auto-contrôle	-	-	(23)	-	-	-	(167)	(190)	-	(190)
Dividendes et acomptes attribués	-	-	(656)	-	-	-	-	(656)	(17)	(673)
Variations de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres opérations avec les intérêts minoritaires	-	-	(13)	-	-	-	-	(13)	57	44
Autres mouvements	-	-	5	-	-	-	-	5	0	6
Situation clôture 31/12/2022	400	3 052	13 543	(306)	(24)	68	(319)	16 415	343	16 758

3.5. Tableau des flux de trésorerie consolidé

En millions d'euros	31/12/2021	31/12/2022	Notes
Trésorerie provenant des opérations d'exploitation			
Résultat net part du Groupe	1 390	1 792	
Participations ne donnant pas le contrôle	21	21	
Résultat des sociétés mises en équivalence, net des dividendes reçus	(2)	4	
(Produits)/charges financiers	135	139	
(Produits)/charges d'impôt	452	553	
Résultat des activités abandonnées	-	-	
Dotations aux amortissements d'immobilisations	189	204	
Variation nette des provisions	(22)	(50)	
Variation nette des pertes de valeur sur goodwill et immobilisations corporelles et incorporelles	-	8	
Variation de juste valeur des dérivés commerciaux	(3)	(4)	
Variations de juste valeur des actifs biologiques et investissements	-	(70)	
Résultat des cessions d'actifs	(3)	(74)	
Charges liées aux plans de stock-options	17	21	
Capacité d'autofinancement avant intérêts financiers et impôts	2 173	2 544	
Diminution/(augmentation) du besoin en fonds de roulement	(382)	(1 024)	5.1
Intérêts financiers versés	(141)	(154)	
Intérêts financiers reçus	20	23	
Impôts versés/reçus	(191)	(265)	
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE PROVENANT DES OPERATIONS D'EXPLOITATION	1 478	1 124	
Trésorerie provenant des opérations d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(177)	(268)	
Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	20	98	
Variation du périmètre de consolidation	-	-	
Acquisitions d'immobilisations financières et d'activités	(471)	(883)	5.2
Cessions d'immobilisations financières et d'activités	7	28	5.2
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE PROVENANT DES OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(622)	(1 025)	
Trésorerie provenant des opérations de financement			
Dividendes et acomptes versés	(820)	(1 065)	
Autres variations des capitaux propres	-	-	
Émissions ou souscriptions d'emprunts	689	1 302	5.3
Remboursements d'emprunts	(492)	(811)	5.3
Remboursements de dettes locatives	(55)	(58)	
(Acquisitions)/cessions de titres d'autocontrôle	(292)	(190)	
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE PROVENANT DES OPERATIONS DE FINANCEMENT	(970)	(822)	
Trésorerie des activités destinées à être cédées	-	-	
AUGMENTATION/(DIMINUTION) DE LA TRESORERIE (AVANT EFFET DEVICES)	(114)	(723)	
Incidence des écarts de conversion	33	(8)	
AUGMENTATION/(DIMINUTION) DE LA TRESORERIE (APRES EFFET DEVICES)	(81)	(731)	
TRESORERIE NETTE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	2 078	2 527	
TRESORERIE NETTE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	1 997	1 796	

3.6. Annexes aux comptes consolidés semestriels condensés

Pernod Ricard SA est une société anonyme de droit français, soumise à l'ensemble des textes régissant les sociétés commerciales en France, et en particulier aux dispositions du Code de commerce. Elle a son siège au 5, cours Paul Ricard à Paris VIII^e arrondissement et est cotée sur Euronext. Les comptes consolidés semestriels condensés reflètent la situation comptable de Pernod Ricard et de ses filiales (le « Groupe »). Ils sont présentés en millions d'euros arrondis au million le plus proche.

Le Groupe exerce ses activités dans la production et vente de vins et spiritueux.

Le Conseil d'Administration a arrêté, le 15 février 2023, les comptes consolidés semestriels au 31 décembre 2022.

Note 1. Principes et méthodes comptables et faits marquants

Note 1.1. Principes et méthodes comptables

1. Principes de préparation des comptes consolidés et référentiel comptable

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union européenne et conformément au règlement CE 1606/2002, les comptes consolidés semestriels condensés du Groupe au titre de la période close le 31 décembre 2022 ont été établis conformément à la norme IAS 34 (Information financière intermédiaire) du référentiel IFRS (*International Financial Reporting Standards*) telle qu'adoptée par l'Union Européenne.

Le Groupe n'a anticipé aucune norme, amendement ou interprétation du référentiel IFRS publiés par l'IASB mais en cours d'adoption ou d'application non obligatoire au 31 décembre 2022.

Il convient de noter que :

- l'exercice de référence du Groupe s'étale du 1er juillet au 30 juin ;
- les comptes consolidés semestriels condensés sont établis suivant les mêmes principes et méthodes comptables que ceux retenus pour les comptes consolidés annuels au 30 juin 2022, à l'exception de la charge d'impôt qui a été calculée sur la base d'une prévision de l'exercice ;
- les comptes consolidés semestriels condensés n'incluent pas toutes les informations requises lors de l'établissement de comptes consolidés annuels et doivent être lus en corrélation avec les comptes consolidés annuels au 30 juin 2022.

Estimations — L'établissement des comptes consolidés, conformément aux règles édictées par les IFRS, implique que la Direction du Groupe procède à un certain nombre d'estimations et retienne certaines hypothèses qui ont une incidence sur les montants portés à l'actif et au passif et sur les montants portés aux comptes de produits et charges au cours de l'exercice. Ces estimations font l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations. Au 31 décembre 2022, la direction n'a pas connaissance d'éléments susceptibles de remettre en cause les estimations et les hypothèses retenues pour l'établissement des comptes consolidés annuels au 30 juin 2022.

Jugements — En l'absence de normes ou interprétations applicables à une transaction spécifique, la Direction du Groupe fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables dans le cadre de l'établissement des états financiers.

2. Saisonnalité

Les ventes des vins et spiritueux sont traditionnellement affectées par un facteur de saisonnalité, en particulier les produits associés aux fêtes de fin d'année dans des marchés clés. Ainsi, les ventes des six premiers mois de l'exercice sont généralement plus élevées que celles des six derniers mois.

Note 1.2. Faits marquants de l'exercice

1.1. Acquisitions et cessions d'activités

Renforcement du partenariat avec Sovereign Brands

Pernod Ricard a conclu en date du 30 novembre 2022 un accord renforçant son partenariat avec Sovereign Brands et conduisant à une prise de participation complémentaire d'environ 23% à celle de 10% qui était détenue depuis septembre 2021. Sovereign Brands est une entreprise familiale fondée par les frères Brett et Brian Berish, qui comptent parmi les créateurs de marques de spiritueux les plus créatifs et innovants. Le Groupe possède un portefeuille unique de marques avant-gardistes dans leurs catégories respectives, présentes dans le monde entier et en particulier aux Etats-Unis, premier marché mondial des vins et spiritueux. Cette acquisition confère à Pernod Ricard une détention d'environ 33% de son capital et de ses droits de vote.

Dans le cadre de cet accord, le Groupe dispose également de diverses options d'achats, dont une première option exerçable sur une période actuellement ouverte de 6 ans, permettant à Pernod Ricard de porter sa détention à 50,1% du capital et de prendre le contrôle de la société. En cas d'exercice de cette première option d'achat, les partenaires disposeraient d'une option de vente portant sur environ 10% du capital, reflétée par ailleurs au sein des engagements hors bilan, en note 6.3 des annexes aux comptes consolidés.

L'analyse des modalités de mise en œuvre de la première option d'achat conduit Pernod Ricard à consolider Sovereign Brands par intégration globale à compter du 30 novembre 2022. Le Groupe dispose également d'options d'achats subséquentes lui permettant d'acquérir graduellement jusqu'à 100% du capital de Sovereign Brands.

Par ailleurs, cette opération a abouti à la comptabilisation d'un résultat de cession sur la quote-part préalablement détenue de 10%, reconnu en résultat non courant pour 69 millions d'euros, dont 24 millions d'euros relatifs au recyclage en compte de résultat des écarts de conversion reconnus en capitaux propres depuis le 1er septembre 2021.

Acquisition de la tequila Ultra Premium et Prestige Código 1530

Pernod Ricard a conclu en date du 1er décembre 2022 un accord d'acquisition de 50,1% du capital et des droits de votes des sociétés composant le groupe Código, lui permettant de renforcer son portefeuille de spiritueux à base d'agaves. Ces sociétés sont contrôlées et consolidées par intégration globale.

Actifs et passifs acquis dans le cadre de ces deux opérations

Ces opérations ont été comptabilisées sur la base des comptes établis par les sociétés acquises à la date de transaction. Compte tenu des dates d'acquisition, les montants affectés aux actifs et passifs identifiables acquis et au goodwill seront réappréciés dans un délai d'un an à compter de la date de ces regroupements. Dans ces conditions, la valorisation des immobilisations incorporelles, dont les marques attribuables à ces regroupements, n'a pas été déterminée à ce stade.

En millions d'euros	Sovereign Brands
Actif net acquis à 100% *	171
Actifs nets revenant aux détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle **	115
Goodwill provisoire, en quote-part du Groupe	770
Juste-valeur de la contrepartie transférée et de la détention préalable	826

* Comprenant principalement des actifs opérationnels et de la trésorerie

** Les intérêts ne conférant pas le contrôle sont comptabilisés à leur quote-part dans la juste valeur des actifs et passifs des entités concernées.

En millions d'euros	Código
Actif net acquis à 100% *	27
Actifs nets revenant aux détenteurs d'intérêts ne conférant pas le contrôle **	14
Goodwill provisoire, en quote-part du Groupe	210
Juste-valeur de la contrepartie transférée	224

* Comprenant principalement des actifs opérationnels

** Les intérêts ne conférant pas le contrôle sont comptabilisés à leur quote-part dans la juste valeur des actifs et passifs des entités concernées.

1.2. Émissions et remboursements obligataires

Le 15 juillet 2022, Pernod Ricard SA a remboursé en totalité une obligation de 800 millions d'US dollars arrivée à échéance portant un coupon de 4.25%. Pernod Ricard SA a procédé le 2 novembre 2022 à une émission obligataire sustainability-linked de 1 100 millions d'euros composées de deux tranches une à 6 ans pour 600M€ et une à 10 ans pour 500M€, portant respectivement intérêts au taux annuel fixe de 3.25% et 3.75%. Deux engagements environnementaux ont été indexés à cette obligation : la réduction du montant absolu d'émission de gaz à effet de serre du Groupe (scopes 1 et 2) et la diminution de sa consommation d'eau par unité d'alcool produite dans les distilleries. Les conditions financières de cette obligation seront impactées par un ajustement du taux du coupon de 0,125 % en cas de non-atteinte de la cible sur l'un des deux critères sélectionnés à la date de première observation des objectifs, soit à la fin de l'année fiscale 2025 et de 0.25% en cas de non-atteinte de la cible sur l'un des deux critères sélectionnés à la date de deuxième période d'observation des objectifs, soit à la fin de l'année fiscale 2030. Cet ajustement s'appliquera à compter du premier jour de la période d'intérêts qui suit la première et deuxième date d'observation jusqu'à la maturité de l'obligation.

Note 2. Information sectorielle

Le Groupe est centré autour d'une seule activité, la vente et production de vins et spiritueux, et est organisé en trois secteurs opérationnels qui sont les zones géographiques : Amérique, Europe et Asie/Reste du Monde.

La Direction du Groupe évalue la performance des secteurs opérationnels à partir du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel courant, défini comme la marge brute après coûts logistiques, diminuée des investissements publi-promotionnels et des frais de structure. Les secteurs présentés sont identiques à ceux figurant dans l'information fournie à la Direction Générale, notamment pour l'analyse de la performance.

Les éléments de résultat et de bilan sont répartis entre les secteurs sur la base de la destination des ventes ou des profits. Les données par secteur opérationnel suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées pour les comptes consolidés. Les transferts entre secteurs sont réalisés à des prix de marché.

Europe (En millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2022	Variation (M€)	Variation (%)
Chiffre d'affaires	1 797	1 989	191	11%
Marge brute après coûts logistiques	1 112	1 227	114	10%
Frais publi-promotionnels	(214)	(245)	(31)	14%
Contribution après frais publi-promotionnels	898	982	84	9%
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	589	652	64	11%

Amérique (En millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2022	Variation (M€)	Variation (%)
Chiffre d'affaires	1 638	2 005	367	22%
Marge brute après coûts logistiques	1 070	1 314	244	23%
Frais publi-promotionnels	(264)	(349)	(85)	32%
Contribution après frais publi-promotionnels	806	965	159	20%
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	595	697	102	17%

Asie/Reste du Monde (En millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2022	Variation (M€)	Variation (%)
Chiffre d'affaires	2 524	3 122	597	24%
Marge brute après coûts logistiques	1 458	1 827	369	25%
Frais publi-promotionnels	(361)	(400)	(39)	11%
Contribution après frais publi-promotionnels	1 097	1 427	331	30%
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	814	1 074	260	32%

Groupe (En millions d'euros)	31/12/2021	31/12/2022	Variation (M€)	Variation (%)
Chiffre d'affaires	5 959	7 116	1 156	19%
Marge brute après coûts logistiques	3 640	4 368	728	20%
Frais publi-promotionnels	(840)	(994)	(154)	18%
Contribution après frais publi-promotionnels	2 801	3 375	574	20%
RESULTAT OPERATIONNEL COURANT	1 998	2 423	425	21%

Ventilation du chiffre d'affaires

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2021	31/12/2022	Variation (M€)	Variation (%)
Marques Stratégiques Internationales	3 896	4 668	772	20%
Marques Stratégiques Locales	1 003	1 215	212	21%
Vins Stratégiques	267	274	7	3%
Spécialités	304	379	75	25%
Autres produits	490	580	90	18%
TOTAL	5 959	7 116	1 157	19%

Note 3. Notes relatives au compte de résultat

Note 3.1. Autres produits et charges opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels sont détaillés ci-dessous :

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2021	31/12/2022
Pertes de valeur d'actifs corporels et incorporels	-	(8)
Plus ou moins-values sur cessions d'actifs et frais d'acquisition	(2)	129
Charges nettes de restructuration et de réorganisation	(8)	(48)
Litiges et risques	(2)	11
Autres produits et charges opérationnels non courants	9	1
AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS	(2)	86

Au 31 décembre 2022, les autres produits et charges opérationnels se composent principalement :

- D'un produit de 129 millions d'euros lié à l'activité M&A du semestre.
- De charges pour (48) millions d'euros liées à divers projets et opérations de réorganisation.
- D'un produit de 11 millions d'euros lié à des débouchements positifs de litiges et risques.

Note 3.2. Résultat financier

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2021	31/12/2022
Charges de la dette financière nette	(108)	(144)
Charges financières sur dettes locatives	(6)	(5)
Produits d'intérêts de la dette financière nette	20	24
Coût de la dette financière nette	(94)	(126)
Commissions de structuration et de placement	(1)	(1)
Impact financier net des retraites et avantages assimilés	(7)	(7)
Autres produits et charges financiers courants, nets	(0)	(0)
Résultat financier courant	(102)	(134)
Résultat de change	(8)	(5)
Autres éléments financiers non courants	(24)	(0)
RÉSULTAT FINANCIER TOTAL	(135)	(139)

Au 31 décembre 2022, le coût de la dette financière nette provient principalement des charges financières relatives aux emprunts obligataires pour 99 millions d'euros.

Le résultat financier est par ailleurs impacté des d'effets de change négatifs pour (5) millions d'euros, et de l'impact net des retraites et avantages assimilés pour (7) millions d'euros.

Note 3.3. Impôt sur les bénéfices

Analyse du taux d'impôt effectif

<i>En millions d'euros</i>	31/12/2021	31/12/2022
Résultat opérationnel	1 995	2 509
Résultat financier	(135)	(139)
Base d'imposition	1 860	2 370
Charge d'impôt théorique au taux en vigueur en France	(529)	(612)
Effet des écarts de taux d'imposition par juridiction	135	124
Autres impacts	(59)	(65)
CHARGE D'IMPOT EFFECTIVE	(452)	(553)
TAUX EFFECTIF D'IMPOT	24%	23%

La charge d'impôt sur le résultat de la période est calculée en appliquant le taux d'impôt effectif estimé pour l'exercice, sur la base des informations disponibles à la date de clôture intermédiaire.

Note 3.4. Résultat par action

	31/12/2021	31/12/2022
Numérateur (en millions d'euros)		
Résultat net part du Groupe	1 390	1 792
Dénominateur (en nombre d'actions)		
Nombre moyen d'actions en circulation	260 220 390	256 635 870
Effet dilutif des attributions d'actions de performance	512 863	612 826
Effet dilutif des <i>stock-options</i> et options de souscription	96 013	120 667
Nombre moyen d'actions en circulation après dilution	260 829 265	257 369 363
Résultat par action (en euros)		
Résultat net part du Groupe par action de base	5,34	6,98
Résultat net part du Groupe par action après dilution	5,33	6,96

Note 4. Notes relatives au bilan

Note 4.1. Immobilisations incorporelles et goodwill

En millions d'euros	Mouvements de l'exercice						31/12/2022
	30/06/2022	Acquisitions	Dotations	Cessions	Écart de change	Autres mouvements	
Goodwill	6 284	987	-	-	(135)	(4)	7 132
Marques	13 935	0	-	-	(247)	(1)	13 686
Autres immobilisations incorporelles	565	20	-	(14)	(12)	3	561
VALEURS BRUTES	20 784	1 007	-	(14)	(395)	(2)	21 380
Goodwill	(139)	-	-	-	0	0	(139)
Marques	(2 634)	-	(2)	-	61	0	(2 575)
Autres immobilisations incorporelles	(354)	-	(28)	12	8	1	(361)
AMORTISSEMENTS/DEPRECIATIONS	(3 127)	-	(29)	12	69	1	(3 074)
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES NETTES	17 657	1 007	(29)	(2)	(325)	(1)	18 306

Les goodwill sont principalement issus des acquisitions d'Allied Domecq en juillet 2005 et de Vin&Sprit (« V&S ») en juillet 2008. Les principales marques valorisées au bilan sont : Absolut, Ballantine's, Beefeater, Chivas Regal, Kahlúa, Malibu, Martell et Brancott Estate, lesquelles ont été, pour l'essentiel, reconnues lors des acquisitions des sociétés Seagram, Allied Domecq et V&S.

La variation des marques et goodwill est essentiellement liée aux évolutions de périmètre mentionnées en note 1.2 – faits marquants de l'exercice, ainsi qu'aux évolutions de change.

Note 4.2. Stocks et encours

La répartition des stocks et encours de production à la clôture est la suivante :

En millions d'euros	Mouvements de l'exercice					31/12/2022
	30/06/2022	Variation des valeurs brutes	Variation des dépréciations	Écart de change	Autres mouvements	
Matières premières	228	49	-	(10)	41	308
Encours de biens	5 847	256	-	(84)	(5)	6 014
Stocks de marchandises	876	(13)	-	(38)	22	846
Produits finis	495	(34)	-	(15)	24	469
VALEURS BRUTES	7 446	258	-	(147)	81	7 638
Matières premières	(15)	-	(1)	0	(0)	(15)
Encours de biens	(24)	-	4	0	-	(20)
Stocks de marchandises	(24)	-	(2)	1	0	(24)
Produits finis	(14)	-	1	1	-	(13)
DEPRECIATIONS	(77)	-	3	2	(0)	(72)
STOCKS NETS	7 369	258	3	(144)	81	7 567

Au 31 décembre 2022, les encours de biens sont constitués à 79% de stocks à vieillissement essentiellement destinés à la production de whisky et de cognac. Le Groupe ne connaît pas de dépendance significative vis-à-vis de ses fournisseurs.

Note 4.3. Transferts d'actifs financiers

Au cours du 1^{er} semestre de l'exercice 2022/23, le Groupe a poursuivi ses programmes de cession de créances sur diverses filiales ayant donné lieu à des encours de créances cédées de 1 031 millions d'euros au 31 décembre 2022 et de 602 millions d'euros au 30 juin 2022. La quasi-totalité des risques et avantages ayant été transférée, les créances ont été décomptabilisées.

Actifs décomptabilisés avec implication continue

En millions d'euros	Valeur comptable de l'implication continue				Juste valeur de l'implication continue	Exposition maximale
	Coût amorti	Détenu jusqu'à l'échéance	Disponible à la vente	Passifs financiers à la juste valeur		
Implication continue						
Dépôt de garantie affacturation et titrisation	12	-	12	-	12	12

Note 4.4. Autres actifs courants

Les autres actifs courants sont détaillés ci-dessous :

En millions d'euros	30/06/2022	31/12/2022
Avances et acomptes versés	51	51
Créances d'impôts et taxes, hors impôts sur les résultats	268	241
Charges constatées d'avance	83	95
Autres créances	34	61
TOTAL	435	448

Note 4.5. Provisions

1. Détail des soldes de clôture

La répartition des provisions pour risques et charges à la clôture est la suivante :

En millions d'euros	30/06/2022	31/12/2022
Provisions non courantes		
Provisions pour engagements de retraite et assimilés	361	374
Autres provisions pour risques et charges non courantes	318	294
Provisions courantes		
Provisions pour restructuration	27	19
Autres provisions pour risques et charges courantes	123	116
TOTAL	829	802

Certaines sociétés du Groupe sont engagées dans des litiges dans le cadre normal de leurs activités. Par ailleurs, celles-ci font également l'objet de contrôles fiscaux dont certains peuvent donner lieu à redressement. Les principaux litiges sont décrits en Note 6.5 – Litiges.

Au 31 décembre 2022, le montant des provisions enregistrées par le Groupe au titre de l'ensemble des litiges ou risques dans lesquels il est impliqué s'élève à 410 millions d'euros, hors positions fiscales incertaines comptabilisées en passif d'impôt exigible. Le Groupe n'en fournit pas le détail (sauf exception), considérant que la divulgation du montant de la provision éventuellement constituée en considération de chaque litige en cours serait de nature à causer au Groupe un préjudice sérieux.

2. Variations des provisions (hors provisions pour pensions et indemnités de retraites)

En millions d'euros	Mouvements de l'exercice							31/12/2022
	30/06/2022	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Reclassement	Entrée de périmètre	Effet de change	
Provisions pour restructuration	27	0	8	0	-	-	(0)	19
Autres provisions courantes	123	7	4	8	0	-	(2)	116
Autres provisions non courantes	318	26	14	21	3	-	(18)	294
TOTAL DES PROVISIONS	468	34	26	29	4	-	(20)	429

3. Provisions pour retraites

Le Groupe accorde des avantages en matière de retraite et d'indemnités de fin de carrière et d'autres avantages postérieurs à l'emploi, de type couverture maladie et assurance-vie :

- en France, les engagements sont composés essentiellement de régimes pour départs à la retraite (non financés) et de retraites complémentaires (pour partie financées) ;
- aux États-Unis et au Canada, les engagements sont composés de plans de retraite garantis aux salariés (financés) ainsi que de régimes d'assurance médicale post-emploi (non financés) ;
- en Irlande, au Royaume-Uni et aux Pays-Bas, les engagements sont essentiellement liés aux plans de retraite accordés aux salariés.

Le tableau ci-dessous présente une réconciliation de la provision entre le 30 juin 2022 et le 31 décembre 2022 :

	30/06/2022	31/12/2022
<i>En millions d'euros</i>		
(Actif)/Passif net comptabilisé à l'ouverture	192	121
Impacts de l'interprétation IFRIC sur IAS 19	(11)	0
Charges sur l'exercice	55	23
(Gains)/pertes actuariels ⁽¹⁾	(63)	50
Cotisations de l'employeur	(48)	(35)
Prestations payées directement par l'employeur	(16)	(8)
Variation de périmètre	0	-
Écarts de change	13	1
(Actif)/Passif net comptabilisé à la clôture	121	152
Montant reconnu à l'actif	(239)	(222)
MONTANT DE LA PROVISION AU PASSIF	361	374

(1) Comptabilisés en "Autres éléments du résultat global".

Au 31 décembre 2022, les 222 millions d'euros de plan en surplus liés aux engagements sociaux sont comptabilisés en Actifs financiers non courants qui s'élèvent à 757 millions d'euros.

La charge nette comptabilisée au compte de résultat au titre des engagements de retraite et avantages assimilés se détaille de la façon suivante :

Charge de l'exercice	31/12/2021	31/12/2022
<i>En millions d'euros</i>		
Avantages accumulés durant l'exercice	23	17
Intérêts sur la provision	1	1
Frais/taxes/primes	4	5
Impact des modifications de régimes/réductions de droits futurs	-	-
Impact des liquidations d'engagements	-	-
Charge / (Produit) nette comptabilisée au résultat	29	23

Note 4.6. Passifs financiers

L'endettement financier net tel que défini et utilisé par le Groupe correspond au total de l'endettement financier brut (converti au cours de clôture), tenant compte des dettes locatives et des instruments dérivés en couverture de juste valeur et en couverture d'actifs nets en devises (couverture d'investissements nets et assimilés), diminués de la trésorerie et équivalents de trésorerie.

1. Analyse de l'endettement financier net par nature et maturité

En millions d'euros	30/06/2022			31/12/2022		
	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total
Emprunts obligataires	842	9 238	10 079	575	9 732	10 307
Crédit syndiqué	-	-	-	-	-	-
Titres négociables à court terme	180	-	180	401	-	401
Autres emprunts et dettes financières	226	179	405	157	207	364
Autres passifs financiers	406	179	585	558	207	765
ENDETTEMENT FINANCIER BRUT	1 248	9 417	10 664	1 133	9 939	11 072
Instruments dérivés actifs en couverture de juste valeur	(5)	-	(5)	-	-	-
Instruments dérivés passifs en couverture de juste valeur	-	9	9	-	14	14
Instruments dérivés en couverture de juste valeur	(5)	9	3	-	14	14
Instruments dérivés actifs en couverture d'investissement net	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés passifs en couverture d'investissement net	-	9	9	-	8	8
Instruments dérivés en couverture d'investissement net	-	9	9	-	8	8
ENDETTEMENT FINANCIER APRES COUVERTURES	1 242	9 435	10 677	1 133	9 961	11 094
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(2 527)	-	(2 527)	(1 796)	-	(1 796)
Endettement financier net hors dette locative	(1 284)	9 435	8 150	(662)	9 961	9 299
Dettes locatives	107	400	507	100	390	490
ENDETTEMENT FINANCIER NET	(1 177)	9 835	8 657	(563)	10 351	9 789

2. Répartition de l'endettement hors dettes locatives par devise avant et après prise en compte des instruments de couverture de change au 30 juin 2022 et au 31 décembre 2022

30/06/2022 (en millions d'euros)	Endettement financier brut	Incidence des couvertures	Dette après couverture	Disponibilités	Dette nette après couverture	% dette après couverture	% dette nette après couverture
EUR	6 297	410	6 708	(1 627)	5 081	63%	62%
USD	4 236	(96)	4 140	(128)	4 013	39%	49%
GBP	43	32	75	(46)	29	1%	0%
SEK	1	(64)	(63)	(55)	(118)	-1%	-1%
Autres devises	86	(268)	(182)	(671)	(854)	-2%	-10%
ENDETTEMENT FINANCIER PAR DEVISE	10 664	13	10 677	(2 527)	8 150	100%	100%

31/12/2022 (en millions d'euros)	Endettement financier brut	Incidence des couvertures	Dette après couverture	Disponibilités	Dette nette après couverture	% dette après couverture	% dette nette après couverture
EUR	7 613	(737)	6 876	(618)	6 258	62%	67%
USD	3 369	865	4 234	(327)	3 907	38%	42%
GBP	42	(81)	(39)	(67)	(106)	0%	-1%
SEK	2	(126)	(124)	(52)	(176)	-1%	-2%
Autres devises	46	101	147	(732)	(584)	1%	-6%
ENDETTEMENT FINANCIER PAR DEVISE	11 072	22	11 094	(1 796)	9 299	100%	100%

3. Répartition de la dette hors dettes locatives à taux fixe/taux variable avant et après prise en compte des instruments de couverture de taux au 30 juin 2022 et 31 décembre 2022

<i>En millions d'euros</i>	30/06/2022				31/12/2022			
	Dette avant couverture		Dette après couverture		Dette avant couverture		Dette après couverture	
Dette fixe	10 398	97%	9 628	90%	10 663	96%	10 476	94%
Dette variable encadrée	-	-	-	-	-	-	-	-
Dette variable	278	3%	1 049	10%	431	4%	619	6%
ENDETTEMENT FINANCIER APRES COUVERTURE PAR NATURE DE TAUX	10 677	100%	10 677	100%	11 094	100%	11 094	100%

Au 31 décembre 2022 avant toute couverture, 96 % de la dette brute du Groupe est à taux fixe et 4 % à taux variable. Après couverture, la part à taux variable est de 6 %.

4. Échéancier des passifs financiers au 30 juin 2022 et 31 décembre 2022

Le tableau ci-dessous présente les échéances de flux de trésorerie futurs (nominal et intérêts) liés aux passifs financiers. Les flux d'intérêts variables ont été estimés avec des taux fixés au 30 juin 2022 et au 31 décembre 2022.

30/06/2022	Valeur	Flux	6 à	1 à	2 à	3 à	4 à	5 à	> 5 ans
<i>En millions d'euros</i>	au bilan	contractuels	< 6 mois	12 mois	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	> 5 ans
Nominal	(10 664)	(10 664)	(1 140)	(49)	(532)	(1 693)	(1 200)	(33)	(6 018)
Intérêts		(1 926)	(87)	(97)	(168)	(168)	(143)	(115)	(1 149)
ENDETTEMENT FINANCIER BRUT	(10 664)	(12 590)	(1 226)	(146)	(700)	(1 860)	(1 342)	(148)	(7 167)
DETTES LOCATIVES	(507)	(565)	(46)	(71)	(86)	(71)	(60)	(47)	(186)
<i>Cross currency swaps</i>	(9)								
Flux à payer		(513)	-	(11)	(11)	(492)	-	-	-
Flux à recevoir		476	-	5	5	465	-	-	-
Dérivés passifs	(18)	(10)	(8)		-	-	-	-	-
INSTRUMENTS DERIVES PASSIFS	(27)	(47)	(8)	(6)	(6)	(27)	-	-	-
TOTAL PASSIFS FINANCIERS	(11 198)	(13 202)	(1 280)	(222)	(791)	(1 958)	(1 402)	(195)	(7 353)

31/12/2022	Valeur	Flux	6 à	1 à	2 à	3 à	4 à	5 à	> 5 ans
<i>En millions d'euros</i>	au bilan	contractuels	< 6 mois	12 mois	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	> 5 ans
Nominal	(11 075)	(11 075)	(499)	(560)	(690)	(1 044)	(1 189)	(536)	(6 556)
Intérêts		2 105	96	107	203	190	169	151	1 189
ENDETTEMENT FINANCIER BRUT	(11 072)	(8 970)	(403)	(453)	(487)	(855)	(1 020)	(385)	(5 367)
DETTES LOCATIVES	(490)	(510)	(35)	(64)	(80)	(66)	(54)	(41)	(170)
<i>Cross currency swaps</i>	(8)								
Flux à payer		(500)	(10)	-	(10)	(479)	-	-	-
Flux à recevoir		476	5	-	5	465	-	-	-
Dérivés passifs	(25)	(30)	(14)	(3)	(5)	(5)	(3)	-	-
INSTRUMENTS DERIVES PASSIFS	(34)	(54)	(19)	(3)	(10)	(19)	(3)	-	-
TOTAL PASSIFS FINANCIERS	(11 596)	(9 534)	(457)	(519)	(577)	(940)	(1 076)	(426)	(5 538)

5. Lignes de crédit

Au 31 décembre 2022, les lignes de crédit sont composées du crédit syndiqué multidevises de 2 500 millions d'euros, d'une ligne de crédit bilatérale de 500 millions d'euros et d'un crédit Champagne de 260 millions d'euros. Ces lignes de crédit ne font pas l'objet de tirages.

6. Emprunts obligataires

Montant nominal	Taux d'intérêt	Date d'émission	Échéance	Valeur au bilan au 31/12/2022 En millions d'euros
500 MEUR	0,00%	24/10/2019	24/10/2023	500
650 MEUR	2,13%	29/09/2014	27/09/2024	653
250 MEUR	1,13%	30/04/2020	07/04/2025	254
750 MEUR	1,13%	06/04/2020	07/04/2025	753
600 MEUR	1,50%	17/05/2016	18/05/2026	604
600 MUSD	3,25%	08/06/2016	08/06/2026	547
500 MEUR	0,50%	24/10/2019	24/10/2027	498
600 MUSD	1,25%	01/10/2020	01/04/2028	561
750 MEUR	1,38%*	07/04/2022	07/04/2029	746
500 MEUR	0,13%	04/10/2021	04/10/2029	491
250 MEUR	1,75%	30/04/2020	08/04/2030	264
750 MEUR	1,75%	06/04/2020	08/04/2030	755
900 MUSD	1,63%	01/10/2020	01/04/2031	838
500 MEUR	0,88%	24/10/2019	24/10/2031	494
850 MUSD	5,50%	12/01/2012	15/01/2042	805
500 MUSD	2,75%	01/10/2020	01/10/2050	457
500 MEUR	3,75%*	02/11/2022	02/11/2032	493
600 MEUR	3,25%*	02/11/2022	02/11/2028	594
TOTAL EMPRUNTS OBLIGATAIRES				10 307

*Sous condition de l'atteinte des indicateurs clés de performance auxquels cette obligation est liée.

Note 4.7. Instruments financiers

		Ventilation par classification comptable				30/06/2022	
<i>En millions d'euros</i>	Niveau d'évaluation	Juste valeur par résultat	Juste valeur par capitaux propres	Actifs au coût amorti	Passifs au coût amorti	Valeur au bilan	Juste valeur
Actif							
Instruments de capitaux propres	Niveau 1 et 3	-	345	-	-	345	345
Cautions, dépôts, prêts et créances sur participations		-		170	-	170	170
Créances clients et autres créances opérationnelles		-		1 388	-	1 388	1 388
Autres actifs courants		-		435	-	435	435
Instruments dérivés actifs	Niveau 2	21	15		-	37	37
Trésorerie et équivalents de trésorerie	Niveau 1	2 527	-	-	-	2 527	2 527
Passif							
Emprunts obligataires		-	-	-	10 079	10 079	9 291
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		-	-	-	585	585	585
Dettes locatives		-	-	-	507	507	507
Instruments dérivés passifs	Niveau 2	18	9	-	-	27	27

		Ventilation par classification comptable				31/12/2022	
<i>En millions d'euros</i>	Niveau d'évaluation	Juste valeur par résultat	Juste valeur par capitaux propres	Actifs au coût amorti	Passifs au coût amorti	Valeur au bilan	Juste valeur
Actif							
Instruments de capitaux propres	Niveau 1 et 3	-	357	-	-	357	357
Cautions, dépôts, prêts et créances sur participations		-	-	171	-	171	171
Créances clients et autres créances opérationnelles		-	-	2 469	-	2 469	2 469
Autres actifs courants		-	-	448	-	448	448
Instruments dérivés actifs	Niveau 2	6	9	-	-	14	14
Trésorerie et équivalent de trésorerie	Niveau 1	1 796	-	-	-	1 796	1 796
Passif							
Emprunts obligataires		-	-	-	10 307	10 307	9 233
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		-	-	-	765	765	765
Dettes locatives		-	-	-	490	490	490
Instruments dérivés passifs	Niveau 2	25	8	-	-	34	34

Les méthodes utilisées sont les suivantes :

- dette : la juste valeur de la dette est déterminée pour chaque emprunt en actualisant les flux de trésorerie futurs sur la base des taux de marché à la clôture corrigés du risque de crédit du Groupe. Pour les emprunts et concours bancaires à taux variable, la juste valeur est approximativement égale à la valeur nette comptable ;
- emprunts obligataires : la liquidité de marché a permis de valoriser les emprunts obligataires à leur juste valeur en utilisant le cours de cotation ;
- autres passifs financiers à long terme : la juste valeur des autres passifs financiers à long terme a été déterminée en actualisant les flux de trésorerie futurs relatifs à chaque emprunt à un taux d'intérêt prenant en considération le risque de crédit du Groupe fixé à la date de clôture ;
- instruments dérivés : la valeur de marché des instruments présents dans les livres à la clôture a été déterminée sur la base d'informations de marché disponibles, en utilisant des modèles de valorisation courants.

Les niveaux de hiérarchie des justes valeurs suivants sont définis conformément à la norme révisée IFRS 7 « Instruments financiers : informations à fournir » :

- niveau 1 : juste valeur fondée sur des prix cotés sur un marché actif ;
- niveau 2 : juste valeur évaluée grâce à des données de marché observables (autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1) ;
- niveau 3 : juste valeur déterminée selon des techniques de valorisation s'appuyant sur des données de marché non observables.

En application de la norme IFRS 13, les dérivés ont été valorisés en prenant en compte le calcul de la *credit valuation adjustment* (CVA) et de la *debt valuation adjustment* (DVA). L'évaluation est basée sur les données historiques (*rating* de nos banques contreparties et probabilité de défaut). Au 31 décembre 2022, l'impact est non significatif.

Note 4.8. Autres passifs courants

Les autres passifs courants sont détaillés ci-dessous :

<i>En millions d'euros</i>	30/06/2022	31/12/2022
Dettes fiscales et sociales	786	875
Autres passifs courants	526	97
TOTAL	1311	971

La diminution des autres passifs courants au 31 décembre 2022 s'explique principalement par le paiement de l'acompte sur dividendes de 401 millions d'euros le 8 juillet 2022. La majorité de ces autres passifs courants présentent une échéance inférieure à un an.

Note 5. Notes sur le tableau des flux de trésorerie

1. Besoin en fonds de roulement

Le besoin en fonds de roulement a augmenté de + 1 024 millions d'euros. Sa variation se décompose comme suit :

- augmentation des stocks : + 261 millions d'euros ;
- augmentation des créances d'exploitation : + 1 140 millions d'euros ;
- augmentation des dettes d'exploitation et autres : (308) millions d'euros ;
- autres mouvements : (68) millions d'euros.

2. Acquisitions d'immobilisations financières et d'activités

Les acquisitions d'immobilisations financières et d'activités nettes des cessions ont généré un impact de (855) millions d'euros, principalement lié aux acquisitions et cessions d'activités de la période, notamment liées aux opérations décrites dans le paragraphe 1.1 de la Note 1.2 – *Faits marquants de la période*.

3. Souscription/remboursement d'emprunts

Le Groupe Pernod Ricard a procédé au cours de l'exercice à des émissions d'emprunts pour 1 302 millions d'euros et à des remboursements d'emprunts pour 811 millions d'euros. Ces mouvements correspondent principalement aux souscriptions et remboursements d'emprunts obligataires tels que décrits dans le paragraphe 2.2 de la Note 1.2 – *Faits marquants de la période*.

Par ailleurs, le Groupe a augmenté l'encours des Titres négociables à court terme pour 221 millions d'euros.

Le Groupe a également versé 65 millions d'euros au titre de ses dettes locatives, dont 60 millions d'euros relatifs au remboursement du nominal et 5 millions d'euros relatifs à des paiements d'intérêts présentés dans les flux opérationnels.

Note 6. Informations complémentaires

Note 6.1. Capitaux propres

1. Capital social

Le capital social du Groupe n'a pas évolué entre le 1^{er} juillet 2022 et le 31 décembre 2022 :

	Nombre de titres	Montant en millions d'euros
Capital social au 30/06/2022	257 947 355	400
Capital social au 31/12/2022	257 947 355	400

Toutes les actions Pernod Ricard sont des actions émises et entièrement libérées pour une valeur nominale de 1,55 euro. Il n'existe qu'une seule catégorie d'actions Pernod Ricard, qui, sous réserve d'une inscription nominative ininterrompue de 10 ans, acquièrent un droit de vote double.

2. Titres autodétenus

Au 31 décembre 2022, Pernod Ricard et ses filiales contrôlées détenaient 1 815 148 titres Pernod Ricard pour une valeur de 311 millions d'euros, dont 150 millions d'euros acquis au cours de la période au titre du programme de rachat d'actions initié en octobre 2022.

Ces titres autodétenus sont présentés en déduction des capitaux propres à leur coût d'acquisition.

3. Dividendes versés et proposés

Suite à la résolution approuvée par l'Assemblée Générale Mixte du 10 novembre 2022, le dividende total au titre de l'exercice clos le 30 juin 2022 s'élève à 4,12 euros par action. Un acompte de 1,56 euro par action ayant été versé le 8 juillet 2022, le solde, soit 2,56 euros par action, a été mis en paiement le 29 novembre 2022.

Note 6.2. Paiements fondés sur les actions

Le Groupe a constaté une charge de 21 millions d'euros en résultat opérationnel au titre des plans de *stock-options* et d'actions de performance au 31 décembre 2022. Les plans de *stock-options*, d'actions de performance et d'actions gratuites sont dénoués en actions (*equity settled*).

Le nombre d'options/d'actions en circulation a évolué de la façon suivante entre le 30 juin et le 31 décembre :

	En unité
Nombre d'options / actions en circulation au 30 Juin 2022	1 348 493
Nombre d'options levées / actions acquises au cours de la période	(193 047)
Nombre d'options / actions annulées au cours de la période	(63 110)
Nombre d'options / actions nouvellement attribuées au cours de la période	284 951
Nombre d'options / actions en circulation au 31 Décembre 2022	1 377 287

Note 6.3. Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan donnés du Groupe se portent à 3 481 millions d'euros au 31 décembre 2022, contre 2 650 millions d'euros au 30 juin 2022.

Les engagements hors bilan reçus du Groupe se portent à 3 408 millions d'euros au 31 décembre 2022, contre 3 367 millions d'euros au 30 juin 2022.

Note 6.4. Passifs éventuels

Pernod Ricard a reçu plusieurs notifications de redressement pour les exercices 2007 à 2018, concernant spécifiquement, pour un montant de 9 264 millions de roupies indiennes (soit 105,7 millions d'euros, incluant les intérêts), la déductibilité fiscale de dépenses de promotion et de publicité. Il convient de noter que le niveau et le montant de ce risque ont été progressivement et significativement réduits au cours des dernières années et la Société a obtenu deux décisions judiciaires en sa faveur en 2020 au titre des exercices 2006/07 à 2013/14. Ces décisions judiciaires renforcent encore la position prise par Pernod Ricard India sur la déductibilité fiscale des dépenses de promotion et de publicité. Confortée par ces décisions et avec le soutien de ses conseils fiscaux, Pernod Ricard India va continuer à contester le bien-fondé de ce chef de redressement et estime son succès probable en contentieux. En conséquence, aucune provision n'a été constituée à ce titre.

Les autorités fiscales ont procédé à un audit spécial pour l'exercice 2017 et procédé à un redressement pour un montant de 2 398 millions de roupies indiennes (équivalent à 27,2 millions d'euros) sur divers motifs. Pernod Ricard a contesté ce redressement devant la juridiction d'appel supérieure et estime avoir de fortes chances d'obtenir gain de cause.

Changement dans le cadre légal applicable à la Route to Market à Delhi

En novembre 2021, la nouvelle politique applicable dans l'état de Delhi a fait évoluer le système de distribution de boissons alcoolisées, passant d'un modèle de société géré par le gouvernement à un modèle géré par des distributeurs et détaillants privés.

Les conditions qui ont entouré ce changement de *Route To Market* font actuellement l'objet d'une enquête menée par deux agences gouvernementales. Ces enquêtes portent sur des accusations selon lesquelles des irrégularités auraient été commises par certains fonctionnaires de Delhi, ainsi que par des distributeurs et détaillants, lors de l'élaboration et dans la mise en œuvre de cette politique d'accise.

Dans ce contexte, le 2 février 2023, le Delhi District Court a enregistré et reconnu un acte d'accusation déposé par le Enforcement Directorate of India selon lequel Pernod Ricard India et l'un de ses employés auraient, au même titre que d'autres opérateurs, indûment bénéficié de cette nouvelle politique à Delhi, prétendument en violation de certaines dispositions de la loi indienne relatives à la prévention contre le blanchiment d'argent.

L'enquête des autorités est toujours en cours, et ni l'exposition exacte à ce risque, ni sa probabilité d'occurrence n'ont pu être évaluées à ce stade.

En tant qu'entreprise responsable, Pernod Ricard India veille au strict respect des lois applicables, et conteste les allégations portées contre elle.

Note 6.5. Litiges

Dans le cadre normal de ses activités, Pernod Ricard est impliqué dans un certain nombre de procédures judiciaires individuelles et collectives, gouvernementales, arbitrales et administratives.

Une provision au titre de ces procédures n'est constituée en « autres provisions pour risques et charges » (cf. Note 4.5 – Provisions) que lorsqu'il est probable qu'une obligation actuelle résultant d'un événement passé nécessitera un règlement, et que son montant peut être évalué de manière fiable. Dans ce dernier cas, le montant provisionné correspond à la meilleure estimation du risque. Le montant des provisions retenu est fondé sur l'appréciation du niveau de risque au cas par cas, étant précisé que la survenance d'événements en cours de procédure peut entraîner à tout moment une réappréciation de ce risque.

Le montant des provisions enregistrées par Pernod Ricard au 31 Décembre 2022 au titre de l'ensemble des litiges ou risques dans lesquels il est impliqué s'élève à 441 millions d'euros, contre 387 millions d'euros au 31 Décembre 2021 (cf. Note 4.5 – Provisions), hors positions fiscales incertaines comptabilisées en passif d'impôt exigible. Pernod Ricard n'en fournit pas le détail (sauf exception), considérant que la divulgation du montant de la provision éventuellement constituée en considération de chaque litige en cours serait de nature à causer au Groupe un préjudice sérieux.

À la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autre litige, arbitrage, procédure gouvernementale ou judiciaire ou fait exceptionnel (y compris toute procédure, dont l'émetteur a connaissance, qui est en suspens ou dont il est menacé) susceptible d'avoir ou ayant eu au cours des 6 derniers mois une incidence significative sur la rentabilité de la Société et/ou du Groupe, autres que ceux décrits ci-dessous.

Litiges relatifs aux marques

Havana Club

La marque « Havana Club » est détenue par une joint-venture dénommée Havana Club Holding SA (HCH), dont Pernod Ricard est actionnaire, et est enregistrée dans plus de 200 pays où le rhum Havana Club est commercialisé. Aux États-Unis, la marque est détenue par une société cubaine (Cubaexport). Les droits de propriété portant sur cette marque sont actuellement contestés aux États-Unis, par une société concurrente de Pernod Ricard.

Une loi américaine relative aux conditions de protection des marques précédemment utilisées par des entreprises nationalisées a été adoptée en 1998, puis condamnée par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2002. Mais à ce jour les États-Unis n'ont pas modifié leur législation afin de se conformer à la décision de l'OMC :

1. L'OFAC (Bureau de contrôle des actifs étrangers aux États-Unis) a estimé que cette même loi avait pour effet d'empêcher tout renouvellement de la marque « Havana Club », détenue aux États-Unis par la société Cubaexport depuis 1976, sans obtenir de licence spécifique de l'OFAC. En août 2006, conformément au refus de l'OFAC d'attribuer une licence spécifique, l'Office américain des brevets et des marques (USPTO) a refusé le renouvellement de ladite marque « Havana Club ». Cubaexport a adressé une requête au Directeur de l'USPTO visant à infirmer cette décision de non-renouvellement et a intenté une procédure distincte à l'encontre de l'OFAC contestant tant la décision de l'OFAC que les textes législatifs et réglementaires appliqués par ce dernier. En mars 2009, le Tribunal du District de Columbia déboutait Cubaexport de ses demandes. En mars 2011, la Cour d'Appel a privé, à deux voix contre une, la possibilité pour Cubaexport de renouveler sa marque. Un recours a été présenté le 27 janvier 2012 devant la Cour Suprême avec le soutien de la France, du National Foreign Trade Council et de la Washington Legal Foundation, lequel a été déclaré irrecevable le 14 mai 2012. En novembre 2015, Cubaexport a de nouveau demandé à l'OFAC une licence spécifique pour le renouvellement de la marque aux États-Unis. Le 11 janvier 2016, l'OFAC a accordé à Cubaexport la licence demandée et le 13 janvier 2016, la requête devant le Directeur de l'USPTO a été déclarée recevable et la marque a été renouvelée pour la période de 10 années finissant le 27 janvier 2016. Une nouvelle demande de renouvellement pour une période de 10 années à compter du 27 janvier 2016 a été accordée.

2. Une société concurrente du Groupe a saisi l'USPTO, sollicitant l'annulation du dépôt de la marque « Havana Club » aux États-Unis. En janvier 2004, l'USPTO a rejeté cette action, refusant ainsi l'annulation du dépôt de la marque. Cette décision ayant fait l'objet d'un appel, une procédure judiciaire est actuellement en cours devant le Tribunal Fédéral du District de Columbia. Cette procédure a été suspendue dans l'attente de la décision de l'USPTO concernant la requête susvisée de Cubaexport. À la suite de l'acceptation de la requête auprès du Directeur de l'USPTO, cette procédure judiciaire a repris son cours et la partie demanderesse a amendé sa plainte. En réaction, Cubaexport et HCH ont déposé deux requêtes en 2016 : une requête visant à obtenir le rejet de l'ensemble des demandes formulées à leur encontre ainsi qu'une requête visant à obtenir une procédure accélérée sur certains aspects. Les deux requêtes ont fait l'objet d'un exposé complet et sont en attente d'une décision de la Cour. En février 2021, HCH et Cubaexport ont déposé une requête d'autorisation supplémentaire auprès du Tribunal Fédéral du District de Columbia. À ce jour, après le dépôt de notre requête d'autorisation supplémentaire, l'affaire n'est plus répertoriée comme suspendue au rôle du Tribunal Fédéral du District de Columbia. Nous attendons maintenant l'ordonnance de la Cour sur les deux requêtes.

Ces risques constituent un frein potentiel au développement de l'activité du Groupe mais aucune obligation résultant de ces événements n'est à prévoir. La résolution de ces litiges constituerait une opportunité pour le développement de l'activité du Groupe.

Litiges fiscaux

Les sociétés du Groupe font régulièrement l'objet de contrôles par les autorités fiscales des pays dans lesquels elles sont enregistrées.

L'estimation du risque relatif à chaque litige fiscal est revue régulièrement par chaque filiale ou région et par la Direction Fiscale du Groupe, avec l'aide de conseils externes pour les litiges les plus significatifs ou complexes. Des provisions sont constituées le cas échéant. Pernod Ricard n'en fournit pas le détail, considérant que la divulgation du montant de la provision éventuellement constituée en considération de chaque litige fiscal en cours serait de nature à causer au Groupe un préjudice sérieux.

Inde

Pernod Ricard India (P) Ltd est engagée dans un litige avec les douanes indiennes portant sur la valeur déclarée du concentré de boisson alcoolique (CAB) importé en Inde. Les douanes contestent les valeurs déclarées en faisant valoir que certains concurrents utilisent des valeurs différentes pour l'importation de produits similaires. Ce litige a été soumis à la Cour Suprême qui a rendu en juillet 2010 une décision fixant les principes à retenir pour déterminer les valeurs servant de base aux droits à payer. Pernod Ricard India (P) Ltd s'est d'ores et déjà acquittée des montants correspondants sur la période antérieure à 2001. S'agissant de la période entre 2001 et décembre 2010, Pernod Ricard India (P) Ltd a versé la quasi-totalité du reliquat des droits, tels que déterminés par les douanes de Delhi suite à la première notification de redressement reçue en 2011. Une seconde notification reçue en 2013, confirmée le 14 août 2017, a été suspendue par la Cour Suprême. En ce qui concerne les importations de concentré de boisson alcoolique (CAB) depuis 2011, les autorités indiennes ont émis des rapports contestant les valeurs de transaction ainsi qu'une notification de *show cause* datant du 27 Juin 2022, mais se sont refusés à communiquer les données soutenant leurs allégations. Le Groupe a déposé des requêtes afin d'obtenir ces données, et continue de travailler activement avec les autorités et les tribunaux pour résoudre le différend en cours.

Pernod Ricard India (P) a également des débats avec les autorités douanières indiennes sur la valeur de transaction des produits internationaux importés en Inde. Cela fait l'objet de discussions avec les autorités et juridictions compétentes.

Par ailleurs, Pernod Ricard India (P) a reçu plusieurs notifications de redressement relatives aux années 2006/07 à 2017/18 concernant la déductibilité fiscale de dépenses de promotion et de publicité (cf. Note 6.4 – Passifs éventuels). Pernod Ricard India (P) a obtenu deux décisions judiciaires en sa faveur en 2020 au titre des exercices 2006/07 à 2013/14 renforçant sa position sur la déductibilité fiscale des dépenses de promotion et de publicité.

À noter, les litiges mentionnés ci-avant ne font l'objet de provisions qui sont le cas échéant comptabilisées en autres provisions pour risques et charges (cf. Note 4.5 – Provisions) ou en passif d'impôt exigible (cf. Note 3.3 – Impôt sur les bénéfices) que s'il est probable qu'une obligation actuelle résultant d'un événement passé nécessitera un règlement dont le montant peut être évalué de manière fiable. L'évaluation des provisions correspond à la meilleure estimation de la sortie de ressources permettant l'extinction de cette obligation.

Litiges commerciaux

Colombie

Le 14 novembre 2017, deux plaintes distinctes auprès de l'Autorité de la concurrence colombienne (Superintendencia De Industria Y Comercio) ont été déposées conjointement par le département de Cundinamarca (Colombie) et la société Empresa de Licores de Cundinamarca (société de distillation détenue à 100 % par le département) contre Pernod Ricard SA, Pernod Ricard Colombia SA et l'un de ses concurrents. Fin décembre 2020, Pernod Ricard Colombia a reçu la notification d'une plainte similaire, initialement déposée en septembre 2019 par les départements de Valle et d'Antioquia (ainsi que ses entreprises de distillation détenues à 100%). Les sociétés mises en cause auraient violé le Colombian Unfair Competition Act, notamment ses articles 7 et 18, en ayant illégalement importé des spiritueux en Colombie. L'importation présumée aurait permis aux sociétés d'obtenir un avantage compétitif déloyal sur les producteurs locaux. Les plaignants demandent des dommages et intérêts correspondant à la perte de profits et impôts sur la période 2013/17 (2019 dans le cas de Valle et Antioquia).

Pernod Ricard conteste vivement ces plaintes et se défendra activement contre ces allégations. Il est à noter que ces plaintes reprennent les éléments du procès qui avait été fait en 2004 devant les tribunaux New Yorkais par Cundinamarca, la république de Colombie et d'autres départements de Colombie ; procès auquel les plaignants avaient renoncé en 2012.

Note 6.6. Parties liées

Au cours du premier semestre clos le 31 décembre 2022, les relations entre le Groupe et les sociétés liées sont restées comparables à celles de l'exercice clos le 30 juin 2022, mentionnées dans le Document d'enregistrement universel. En particulier, aucune transaction inhabituelle, par sa nature ou son montant, n'est intervenue au cours de cette période

Note 6.7. Événements post-clôture

Il n'existe pas d'événements post-clôture de nature à avoir une incidence significative sur les comptes du Groupe.

Note 7. Périmètre de consolidation

Les principales variations de périmètre au 31 décembre 2022 sont présentées dans la Note 1.2 – Faits marquants du semestre.

4. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

Période du 1^{er} juillet 2022 au 31 décembre 2022

Aux Actionnaires de la société Pernod Ricard S.A.,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblées générales et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes consolidés semestriels condensés de la société Pernod Ricard S.A., relatifs à la période du 1^{er} juillet 2022 au 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes consolidés semestriels condensés ont été établis sous la responsabilité du Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes consolidés semestriels condensés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes consolidés semestriels condensés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés semestriels condensés.

Paris La Défense, le 16 février 2023

Les Commissaires aux comptes

KPMG S.A.

Deloitte & Associés

Caroline Bruno-Diaz

Adrien Johner

Marc de Villartay

Associée

Associé

Associé



Pernod Ricard

Créateurs de convivialité